



## MARCHE DE TRAVAUX

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

n°2024AS068  
commun à tous les lots

#### Maître d'ouvrage

---

SOCIETE ANONYME AEROPORT DE LA REUNION ROLAND GARROS  
Adresse : 74 Avenue Roland Garros 97438 SAINTE MARIE

#### Représentant du maître d'ouvrage

---

Monsieur le Membre du Comité Achat

#### Maître d'œuvre

---

Groupeement ATCT OI / INTEGRALE INGENIERIE

#### Objet du marché

---

Travaux de renforcement de la capacité de secours des installations ANA

# Sommaire

<b>1. Objet du marché - Dispositions générales .....</b>	<b>5</b>
1.1 Objet du marché .....	5
1.2 Représentation des parties .....	5
1.3 Décomposition en lots.....	5
1.4 Sous-traitance.....	5
1.5 Forme des notifications et informations au titulaire .....	6
1.6 Ordre de service .....	6
1.7 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	6
1.8 Mesures de sécurité.....	7
1.9 Maîtrise d'œuvre .....	7
1.10 Contrôle technique.....	7
1.11 Prévention des risques .....	8
1.12 Études d'exécution spécifiques et Plans d'Atelier et de Chantier (PAC).....	8
1.13 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier .....	8
1.14 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail .....	8
1.15 Modalités, formats et caractéristiques des documents .....	8
1.16 Modification du marché.....	8
<b>2. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>9</b>
<b>3. Prix - Variation des prix.....</b>	<b>10</b>
3.1 Forme des prix.....	10
3.2 Décomposition ou sous-détail supplémentaire .....	10
3.3 Variation de prix.....	11
3.4 Diminution du montant des travaux.....	11
<b>4. Retenue de garantie .....</b>	<b>11</b>
<b>5. Avance.....</b>	<b>12</b>
5.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance .....	12
5.2 Modalités de règlement de l'avance.....	12
5.3 Modalités de résorption de l'avance.....	12
<b>6. Règlement des comptes .....</b>	<b>13</b>
6.1 Demandes de paiement.....	13
6.2 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	15
6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires .....	15
<b>7. Délais d'exécution .....</b>	<b>15</b>
7.1 Délais d'exécution des travaux .....	15

7.2	Calendrier détaillé d'exécution .....	15
7.3	Prolongation des délais d'exécution.....	16
<b>8.</b>	<b>Pénalités.....</b>	<b>16</b>
8.1	Pénalités – Dispositions générales .....	16
8.2	Pénalités de retard.....	16
8.3	Pénalités pour absence aux réunions de chantier.....	17
8.4	Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier .....	17
8.5	Retenue pour remise tardive des documents conformes à l'exécution .....	17
8.6	Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution .....	17
8.7	Pénalités pour non-exécution.....	17
8.8	Pénalités pour non-respect des règles de sûreté et sécurité d'exploitation .....	17
8.9	Pénalités pour salissure et encombre des voiries .....	18
8.10	Pénalités pour non-gestion des déchets de chantier .....	18
8.11	Pénalités pour non-respect des levées de réserves.....	18
<b>9.</b>	<b>Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits</b>	<b>18</b>
9.1	Provenance des matériaux et produits.....	18
9.2	Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt.....	18
9.3	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits .....	19
<b>10.</b>	<b>Préparation, coordination et exécution des travaux .....</b>	<b>19</b>
10.1	Implantation des ouvrages : piquetage général.....	19
10.2	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	19
10.3	Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés .....	20
10.4	Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé .....	20
10.5	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	20
10.6	Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS) .....	22
10.7	Gestion des déchets de chantier.....	23
<b>11.</b>	<b>Développement Durable – Dimension environnementale.....</b>	<b>24</b>
<b>12.</b>	<b>Contrôles, réception et garanties des travaux.....</b>	<b>24</b>
12.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	24
12.2	Réception .....	24
12.3	Documents fournis après exécution .....	24
12.4	Garantie(s).....	25
12.5	Garantie particulière d'étanchéité.....	25
12.6	Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité.....	25
12.7	Assurances .....	25
<b>13.</b>	<b>Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....</b>	<b>27</b>

<b>14. Propriété intellectuelle .....</b>	<b>27</b>
14.1 Régime des connaissances antérieures.....	27
14.2 Régime des résultats .....	28
<b>15. Résiliation – Mesures coercitives .....</b>	<b>28</b>
15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général .....	28
15.2 Résiliation pour faute du titulaire .....	28
<b>16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers .....</b>	<b>29</b>
<b>17. Différends et litiges .....</b>	<b>29</b>
17.1 Règlement amiable des litiges – médiation .....	29
17.2 Procédure contentieuse .....	29
<b>18. Dérogations aux documents généraux .....</b>	<b>29</b>
<b>19. Annexes .....</b>	<b>30</b>

# 1. Objet du marché - Dispositions générales

## 1.1 Objet du marché

L'Aéroport de la Réunion Roland Garros a des exigences fortes en termes d'exploitation, de qualité de services et de sûreté qui nécessitent une fiabilité de haut niveau de fonctionnement des équipements et des installations électriques.

Dans le cadre de sa certification aux normes européennes (EASA), l'ARRG a obligation de disposer de deux sources d'alimentation électriques pour exploiter sa plateforme.

L'ARRG souhaite renforcer la disponibilité électrique des équipements nécessaires aux aides à la navigation aérienne "ANA" indépendamment des installations commerciales aéroportuaires (ICA) afin de délester les contraintes spécifiques de l'EASA de sa centrale électrique.

Pour permettre ce renforcement, le projet consistera à la mise en œuvre d'une alimentation sans interruption dynamique couplé avec un groupe électrogène, depuis un nouveau poste HTA repris sur la boucle existante de l'ARRG.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieu d'exécution des prestations : Sainte-Marie.

## 1.2 Représentation des parties

Sauf indication contraire, le représentant du maître d'ouvrage sera la Direction Technique – service Automatismes et Systèmes.

En cas de changement, ARRG indiquera au Titulaire par mail les nouveaux représentants.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

## 1.3 Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en 2 lots traités par marchés séparés désignés ci-après :

- Lot n° 01 – Travaux de génie civil voirie réseaux divers (VRD)
- Lot n° 02 – Process et équipements électriques

## 1.4 Sous-traitance

En complément des dispositions des articles R. 2193-3 et suivants du Code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique

du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du maître d'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article *Résiliation du marché aux torts du titulaire* ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

## 1.5 Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

## 1.6 Ordre de service

Conformément aux dispositions des articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service seront écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire devra en accuser réception datée.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

## 1.7 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché pourra être résilié pour faute.

## 1.8 Mesures de sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions particulières relatives à la sécurité sur les sites d'intervention qui lui sont communiquées par l'acheteur dans les conditions définies à l'article 5.3 du CCAG.

Les obligations de sûreté de l'ARRG à respecter par le Titulaire sont également détaillées dans l'annexe « Obligations sûreté des entreprises ».

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

## 1.9 Maîtrise d'œuvre

Les fonctions de maître d'œuvre, externes au maître d'ouvrage, sont assurées par le groupement ATCT OI et INTEGRALE INGENIERIE.

La mission de maîtrise d'œuvre est composée des éléments suivants pour le lot 1 et pour le 2 :

- Des études préliminaires pour la partie d'ouvrages neufs
- Des études de diagnostic pour la partie d'ouvrages existants ;
- Des études d'avant-projet ;
- Des études de projet ;
- De l'assistance pour la passation des marchés publics de travaux ;
- Des études d'exécution **uniquement pour le lot 2** ;
- De la direction de l'exécution des travaux ;
- De l'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux ;
- De l'assistance aux opérations de réception
- Suivi de la GPA

Il est par ailleurs chargé des éléments de mission complémentaires suivants : Etudes d'exécution

## 1.10 Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Ce contrôle est assuré par : APAVE

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- L : Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
- S : Conditions de sécurité des personnes dans les constructions (SH, STI ou SEI)
- PV : Récolement des procès-verbaux d'essais des installations techniques
- F : Fonctionnement des installations
- GTB : Gestion technique du bâtiment
- VRAT : Vérification Règlementaire Après Travaux

– RICT

### 1.11 Prévention des risques

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la Catégorie 2 au sens de l'article R. 4532-1 du code du travail.

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé des travailleurs est confiée à : Marché en cours d'attribution

### 1.12 Études d'exécution spécifiques et Plans d'Atelier et de Chantier (PAC)

Les études d'exécutions spécifiques ainsi que les PAC des ouvrages des différents lots seront exécutées par les entrepreneurs ; elles seront visées par le maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

### 1.13 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du Chantier

L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination du Chantier sont assurés par le maître d'œuvre.

### 1.14 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

### 1.15 Modalités, formats et caractéristiques des documents

Conformément à l'article 29.1 du CCAG Travaux, tous les documents transmis pendant l'exécution du marché, s'ils sont transmis sous forme papier, doivent être fournis au maître d'œuvre en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

### 1.16 Modification du marché

Le marché peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

Marchés similaires : L'entité adjudicatrice se réserve la possibilité de recourir à des marchés similaires conformément à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.



Modification du marché/ de l'accord-cadre : Des prestations complémentaires pourront être réalisées dès lors qu'elles seraient nécessaires à l'achèvement de la mission et nécessiteraient la technicité ou la logistique du titulaire dans le domaine du présent marché/accord-cadre. Les conditions d'application de ces évolutions sont décrites à l'article R.2194 du code de la commande publique et précisées ainsi : Le champ d'intervention pourra être géographique, matériel ou temporel. Cette clause pourra être utilisée en cas d'évolution réglementaire, de transformations du projet ou du programme à condition de préserver la nature globale du contrat et d'intégrer les impacts sur le suivi technique, administratif et financier des intervenants concernés (MOE, CSPS, etc.).

Une modification portant sur les conditions de mise en application de la réglementation RGPD pourra être introduite en cas de traitement de données spécifiques non identifiées lors de la passation du présent accord-cadre et identifiées par la suite.

Les modifications sans incidence financière pourront être intégrées sur simple décision de l'entité adjudicatrice sans qu'il soit nécessaire d'établir d'avenant (par dérogation aux articles 5.2.2 – 6.2 – 7.2 du CCAG et dernier alinéa du 9.4.3 et 13.5 pour les marchés visant le CCAG travaux).

Si l'ARRG et le titulaire jugent opportun de préciser ensemble des modalités d'exécution de ces modifications, des réunions d'étapes pourront être organisées par les parties. Ces précisions seront portées sur les comptes rendus des réunions et deviendront contractuelles après acceptation des parties et pourront être annexées à la décision susmentionnée.

Pour le présent marché une modification de l'emprise initiale du chantier avec des besoins de dépose/repose supplémentaires non prévus initialement seront concernés par cette clause.

Les prix proposés par le titulaire sur demande de l'ARRG pourront alors être appliqués en plus du montant forfaitaire dans les conditions prévues par l'article « règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives » du présent CCAP.

Le montant maximum de ces prestations est plafonné au seuil de procédure adaptée pour l'opération.

## 2. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

Pour chacun des lots :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes indiquées dans le référentiel de pièces fourni dans le cadre de la consultation, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur

rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- L'engagement de confidentialité
- Le Cadre de Décomposition des Prix Global et Forfaitaire (CDPGF)
- Le mémoire et le cadre de réponse technique du titulaire
- Le CCAG Travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier.

### 3. Prix - Variation des prix

Les prix du marché sont mentionnés hors TVA.

Conformément à l'article 9.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée. Les prix tiennent notamment comme incluses :

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement
- **Des dépenses liées aux mesures particulières concernant le respect des règles de sûreté aéroportuaires,**
- Des dépenses liées au respect des textes suivants : Arrêté préfectoral sur l'exploitation de l'aéroport Roland Garros.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses et marge visées à l'article 9.1.2 du CCAG Travaux.

De même, le titulaire ne pourra réclamer de supplément de rémunération basé sur des contraintes de chantier ou des faits provenant d'une méconnaissance du site, qu'il aura dû préalablement visiter.

#### 3.1 Forme des prix

Les travaux faisant l'objet des lots suivants sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire :

- Lot 01 : Travaux de génie civil voirie réseaux divers (VRD)
- Lot 02 : Process et équipements électriques

Toute journée d'arrêt de chantier imposé par le plan cyclone de l'aéroport sera considérée en journée intempérie. Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique Météo France Gillot Aéroport (altitude : 8 m, code météo : 97418110).

#### 3.2 Décomposition ou sous-détail supplémentaire

Une décomposition du prix global et forfaitaire pourra être demandée en cours d'exécution du marché dans les conditions prévues par l'article 9.3.4 du CCAG Travaux.

### 3.3 Variation de prix

Les prix du marché sont révisables.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Ce mois est appelé «mois zéro».

Le coefficient de révision applicable (A) pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule de variation suivante :

**Formule n° 1 – LOT 1 :  $A=0.15+0.85*TP\ 00$**

**Formule n° 2 – LOT 2 :  $A=0.15+0.85*SO\ 11$**

- Les valeurs prises par l'index de référence SO 11 (anciennement BTR47) – Travaux d'installation électrique et TP 00 (anciennement TPR01) – Tous travaux GC, seront calculées de la manière suivante : Index (n) / Index (o)
- Index (n) correspond au mois n suivant : mois M0 de l'année suivante.
- Index (o) correspond au mois Mo suivant : mois de remise de l'offre finale par le Titulaire.

Le coefficient A est appliqué au prix global forfaitaire.

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision est mensuelle.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : CER BTP

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### 3.4 Diminution du montant des travaux

En cas de diminution du montant des travaux par rapport au montant contractuel, il sera fait application des dispositions de l'article 15 du CCAG Travaux.

## 4. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte, la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

Remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande :

Le titulaire peut fournir une garantie à première demande remplaçant l'application de la retenue de garantie. Il est autorisé à fournir une caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Restitution de la retenue de garantie et libération de la garantie :

La retenue de garantie sera restituée ou la garantie libérée dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire du contrat et n'ont pas été levées avant la date d'expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ne seront libérées qu'un mois après la date de la levée effective de ces réserves.

## 5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG Travaux, l'option retenue pour les avances est l'option A.

Ainsi :

- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %.
- Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 20 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

### 5.1 Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

La caution personnelle et solidaire couvrira la totalité du montant de l'avance.

### 5.2 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie.

La remise de cette garantie à première demande ou de la caution le cas échéant doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche.

### 5.3 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant TTC du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations - 65)/15 - avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

## 6. Règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

### 6.1 Demandes de paiement

#### 6.1.1 Demande de paiement d'acomptes

Par dérogation au CCAG TRAVAUX, les dispositions suivantes s'appliquent :

Avant la fin de chaque mois, le titulaire soumet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte au format tableur, sur la base du Détail Estimatif du marché et selon modèle fourni par le Maître d'œuvre au démarrage de l'opération. Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution des prestations du marché. Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, sans révision des prix et hors TVA. Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service s'appliquent. Lorsque des réfections ont été fixées par application du CCAG TRAVAUX ou du CCAP, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

- Travaux et autres prestations du marché
- Remboursement de l'avance éventuellement perçue,
- Retenue de garantie éventuelle
- Pénalités éventuelles

Le montant des travaux est établi de la façon suivante :

Le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations. Les prix unitaires sont facturés à raison des quantités constatées ou appréciées. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auxquels ils se rapportent n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage.

Pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage :

- des règles particulières décrites ci-dessous pour les prestations identifiées,
- de la décomposition de prix du marché.

Les installations de chantier seront rémunérées comme suit :

- 80% à l'avancement du chantier,
- 20% repliement du matériel et remise en état des lieux.

Les dossiers d'exécution et PAC seront rémunérés comme suit :

- 50% à l'avancement des études,
- 50% après visa du maître d'œuvre sur l'ensemble des documents.

Les dossiers des ouvrages exécutés ou de récolement, seront rémunérés comme suit :

- 50% à la remise du DOE complet,
- 50% après validation par le Maître d'œuvre.

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le représentant du maître d'ouvrage peut demander au titulaire d'établir le projet de décompte mensuel suivant un modèle qu'il lui communique.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients de révision des prix
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché. Le titulaire remettra sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre en réunion de chantier ou, le cas échéant par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire dans un délai de 8 jours à compter de sa réception. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

#### 6.1.2 Demande de paiement finale

En application de l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

#### 6.1.3 Transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont à envoyer à [contact@reunion.aeroport.fr](mailto:contact@reunion.aeroport.fr).

## **6.2 Paiements des membres d'un groupement et des sous-traitants ayant droit au paiement direct**

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les membres du groupement ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin. En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement. L'acceptation d'un règlement à chacun des membres solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant, au maître d'ouvrage et libellée en son nom, ou, de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du Code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du contrat et pour solde du contrat de sous-traitance.

## **6.3 Délais de paiement et intérêts moratoires**

Les délais dont dispose le maître d'ouvrage pour procéder au paiement sont fixés à 30 jours.

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **7. Délais d'exécution**

### **7.1 Délais d'exécution des travaux**

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 18 du CCAG Travaux, le délai d'exécution démarre à compter de la notification.

### **7.2 Calendrier détaillé d'exécution**

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de l'OPC après consultation des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre, pour chacun des lots :

- La durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre
- La durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondants aux interventions successives d'un titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par l'OPC à l'approbation du maître d'ouvrage et adressé pour avis au maître d'œuvre, au plus tard 15 jours avant l'expiration de la période de préparation visée à l'article *Période de préparation - Programme d'exécution des travaux* ci-après.

Le calendrier détaillé pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents titulaires, comporter réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'acte modificatif, s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

Pour chacun des marchés, le délai de 6 mois prévu à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres à chaque lot définis à l'acte d'engagement.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots défini à l'acte d'engagement.

Le calendrier initial, éventuellement modifié, est notifié par un ordre de service à tous les titulaires.

### **7.3 Prolongation des délais d'exécution**

Dans le cas :

- d'un changement du montant des travaux ou d'une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages
- d'une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus
- de la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;
- d'un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;
- d'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

Il sera fait application des dispositions de l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Il n'est pas prévu de dispositions relatives à la prolongation des délais pour intempéries.

## **8. Pénalités**

### **8.1 Pénalités – Dispositions générales**

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

### **8.2 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire pourra excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.



Par dérogation aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué au titulaire du lot concerné une pénalité journalière de 500€ HT.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

### 8.3 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 200€.

### 8.4 Pénalités pour retard dans le repliement des installations de chantier

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire, après mise en demeure, dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux sans préjudice d'une pénalité journalière de 200€.

### 8.5 Retenue pour remise tardive des documents conformes à l'exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution par le titulaire visés à l'article *Documents fournis après exécution* du présent document, une retenue provisoire sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG Travaux, sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue est fixé à 500€. La valeur de cette retenue est applicable à tous les lots.

### 8.6 Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution

Une pénalité en cas de retard dans la transmission des documents remis après exécution sera appliquée. Elle est de 500€.

### 8.7 Pénalités pour non-exécution

En cas de non-exécution manifeste d'un ordre de service (retard, défaut de moyen, solution inappropriée...), le titulaire encourt, après constat, une pénalité journalière calendaire, fixée à :

- trois cent (300) Euros H.T., de 1 à 10 jours
- huit cent (800) Euros H.T., au-delà de 10 jours

En cas de non-respect des dispositions prises dans les PPSPS, le titulaire encourt une pénalité fixée à cinq cent (500) Euros H.T. par jour calendaire, sur simple constat du Maître d'œuvre ou du CSPS.

### 8.8 Pénalités pour non-respect des règles de sûreté et sécurité

## d'exploitation

En cas de non-respect des règles de maintien de la continuité de service sur les équipements d'aides à la navigation (ANA) défini par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, le titulaire encourt, après constat, une pénalité de 500€ HT/Heure jusqu'au rétablissement du service.

En cas de manquement aux règles de sûreté et de sécurité en zone côté piste, le titulaire encourt une pénalité de 500€ HT par infraction constatée.

Ces pénalités ne libèrent pas le titulaire des sanctions et amendes qui pourraient lui être infligées par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales.

### **8.9 Pénalités pour salissure et encombre des voiries**

En cas de salissures des voiries et des accès à la zone de travaux, le Maître d'Ouvrage notifiera à l'entreprise une injonction immédiate de nettoyage en fixant un délai (un jour maximum) qui sera fonction du danger induit. Le dépassement de ce délai constaté et notifié par le Maître d'Ouvrage, donnera lieu à une pénalité de 150 Euros H.T. par heure et en cas d'urgence, à l'exécution du nettoyage par un tiers aux frais exclusifs de l'entrepreneur.

En cas de constatation par le maître d'œuvre d'un des événements suivants :

- Entrave à la circulation côté piste,
- Dégradation de voirie côté piste,

Le titulaire encourt une pénalité fixée à trois cent (300) Euros H.T. par infraction constatée et une obligation de travaux de réfection à l'identique.

### **8.10 Pénalités pour non-gestion des déchets de chantier**

En cas de non-respect des stipulations concernant la gestion des déchets de chantier (récupération, tri, brûlage...), l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à 100 Euros H.T. par infraction constatée et par jour.

En cas de défaut d'utilisations des bordereaux de suivi, l'entreprise en infraction encourt une pénalité fixée à 500 Euros H.T. par infraction constatée.

### **8.11 Pénalités pour non-respect des levées de réserves**

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG, au cas où la levée des réserves ne pourrait avoir lieu du fait des reprises non effectuées dans les délais prescrits ou à défaut par le procès-verbal des opérations préalables à la réception, une pénalité journalière de 200 euros hors taxe sera appliquée.

## **9. Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

L'ensemble des cahiers des charges, DTU, des règles de calcul, des cahiers des clauses spéciales rendus obligatoires par décrets ou normes européennes reconnues s'appliquent au marché.

### **9.1 Provenance des matériaux et produits**

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

### **9.2 Mise à disposition de lieux d'extraction ou d'emprunt**

Le maître d'ouvrage ne mettra pas à disposition du titulaire de lieux d'extraction ou d'emprunt.

## 9.3 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

### 9.3.1 Vérifications, essais et épreuves sur le chantier

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier, sont applicables au présent marché, étant précisé que le CCTP définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

### 9.3.2 Vérifications, essais et épreuves en amont du chantier

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés sur justificatifs ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage.

## 10. Préparation, coordination et exécution des travaux

### 10.1 Implantation des ouvrages : piquetage général

Le piquetage général des ouvrages suivants sera réalisé par le LOT n°1 VRD.

Conformément à l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général sera effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre et avec le degré de précision indiqué au Cahier des Clauses Techniques Particulières après la notification du marché.

### 10.2 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est prévu une période de préparation pour chacun des lots.

Cette période de préparation est comprise dans le délai d'exécution. Elle commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations du lot concerné.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation de chacun des lots n'est pas de 2 mois à compter du début du délai d'exécution. Les différentes durées des périodes de préparation de chaque lot sont définies à l'article *Période de préparation* de l'acte d'engagement.

•Par les soins du maître d'œuvre :

- Établissement par le maître d'œuvre des plans d'exécution uniquement pour le lot 2
- Etablissement des spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG Travaux, pour les lots 1 et 2

•Par les soins du responsable de l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier :

- Élaboration, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution.
- Par les soins des entrepreneurs :
  - Établissement par les entrepreneurs sous la coordination du responsable O.P.C. et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux dans le délai indiqué au CCTP suivant le début de cette période.
  - Établissement par les entrepreneurs sous la coordination du responsable O.P.C. et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux dans le délai indiqué au CCTP suivant le début de cette période. Il est accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.
  - Établissement d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages.
  - Établissement d'un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité et remise au maître d'œuvre, qui le vise. Les dispositions de ce plan sont de la responsabilité du titulaire. Celui-ci est libre de les modifier, à l'exception de celles rendues contractuelles par le marché. Les modifications sont portées à la connaissance du maître d'œuvre comme le plan initial.
  - Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par les articles R. 238-26 à R. 238-36-2 du Code du travail après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.
  - Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).
  - Les PPSPS sont fournis au coordonnateur SPS 5 jours avant l'intervention des entreprises telle que précisée par le calendrier d'exécution.

### 10.3 Découverte de réseaux mal connus ou mal répertoriés

En cas d'arrêt des travaux suite à la découverte de réseaux non connus ou mal repérés ou branchement non affleurant, le titulaire est tenu de signaler toute anomalie ou tout endommagement d'un réseau à l'exploitant et au responsable de projet concerné dans les plus brefs délais. Les entreprises devront travailler en étroite collaboration avec les exploitants de réseaux et les autorités compétentes (SNA,...) pour s'assurer que tous les réseaux sont correctement répertoriés avant de commencer les travaux (DICT).

### 10.4 Mesure d'ordre social – Lutte contre le travail dissimulé

La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier sera celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitude physique restreinte rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

### 10.5 Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

#### 10.5.1 Emplacement des installations de chantier

Les emplacements nécessaires seront mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux, dans les conditions suivantes :

- Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.
- Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par le titulaire.
- Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

#### 10.5.2 Laboratoire et bureau du chantier

Aucun titulaire n'aura pas la charge d'installer :

- un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP.
- un bureau avec téléphone pour le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée. Le bureau doit disposer d'un fax, d'une ligne téléphonique ainsi que d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

#### 10.5.3 Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Aucun emplacement gratuit ne sera mis à la disposition du titulaire. Celui-ci devra se procurer à ses frais et risques, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales.

#### 10.5.4 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque membre du groupement s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3 et L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

##### • Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

#### 10.5.5 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux.

Le maître d'œuvre, le titulaire ou chacun des membres (en cas de groupement), signeront les nouveaux éléments du registre de chantier lors de chaque réunion de chantier.

## 10.6 Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

### 10.6.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

### 10.6.2 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

### 10.6.3 Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

### 10.6.4 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le PPSPS devra être transmis par le titulaire au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à 76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché. En cas d'entreprise intervenant seule, le Plan particulier est transmis au maître de l'ouvrage.

Le Plan particulier prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan de Sécurité et de Santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

**Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter**

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de

la période de préparation.

- Les noms des membres qui le représentent au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSSCT) dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, dont il tient à disposition leurs contrats.
- La copie des déclarations d'accidents de travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS : de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet; de son (ou ses) intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

#### 10.6.5 Plan Général de Coordination

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) est joint au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

#### 10.6.6 Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du Code de la commande publique.

#### 10.6.7 Plan de prévention

Un plan de prévention est établi par écrit et arrêté conjointement par le maître d'ouvrage et le titulaire avant tout commencement d'exécution des prestations conformément aux dispositions des articles R.4512-6 à 11 du Code du travail.

### 10.7 Gestion des déchets de chantier

#### 10.7.1 Principes généraux :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

En complément des dispositions de l'article 36 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de se conformer à la Charte environnementale de la SA ARRG en annexe du CCTP.

#### 10.7.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

Par dérogation à l'article 36.2 du CCAG Travaux, les dispositions relatives au contrôle et suivi des déchets de chantier à respecter sont décrites dans la charte environnement de la SA ARRG annexée au CCTP.

## 11. Développement Durable – Dimension environnementale

Dans l'esprit de sa politique achats (consultable sur ce lien <https://www.reunion.aeroport.fr/professionnels/consultations/politique-achat>) la SA ARRG attend de ses partenaires qu'ils s'engagent dans une démarche environnementale globale concernant l'activité réalisée dans le cadre de leurs contrats dans le respect des lois et règlements en vigueur en matière d'environnement sur le territoire français.

## 12. Contrôles, réception et garanties des travaux

### 12.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du Cahier des Clauses Techniques Générales ou par le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG Travaux et de l'article *Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits* relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires si les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge du titulaire ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

### 12.2 Réception

La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des lots ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

La procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots, dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG Travaux.

### 12.3 Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, lorsqu'il demande la réception des travaux, l'ensemble des éléments constitutifs des dossiers des ouvrages exécutés (DOE). La remise des documents est à réaliser à la date de demande de réception par le titulaire.

L'ensemble des DOE doit inclure l'ensemble des documents tel que définis dans le CCTP.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) qui devront être fournis tel que définis dans le CCTP.

L'ensemble des documents sont à remettre par l'entrepreneur au maître d'ouvrage dans les délais prévus à l'article *Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution*.



Les documents doivent être remis au format précisé dans le CCTP.

## 12.4 Garantie(s)

Le délai de garantie est fixé conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG Travaux.

## 12.5 Garantie particulière d'étanchéité

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité sur l'ensemble de l'ouvrage.

Cette garantie s'étend pendant un délai de 10 an(s) à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

## 12.6 Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations pendant un délai de deux an(s) à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations nécessaires et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre.

A compter de la date de réception des travaux, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, aux conditions d'exécution ou à une erreur de conception des ouvrages.

Le titulaire est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

## 12.7 Assurances

### 12.7.1 Assurances du titulaire

Le titulaire du marché doit avoir justifié, au moment de la consultation et de la signature du marché, conformément aux prescriptions du règlement de la consultation relatif au présent marché, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire des contrats d'assurances visés ci-dessous.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier, ...) elles devront être transmises dans le délai de quinze jours de la notification du marché et avant tout début d'exécution. Elles devront préciser la nature des risques couverts et les montants de garantie.

- Assurance de responsabilité civile professionnelle :

Le titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, de la signature du marché, puis en cours d'exécution des travaux si le chantier dure plus d'une année civile qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou membre du groupement si

le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

*1) Responsabilité civile professionnelle en cours de travaux*

Entreprises :

Gros-œuvre (montant de garantie par sinistre)

- Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 7500 000 €
- Immatériels purs ou non consécutifs : 3 000 000€

Second-œuvre et lots techniques (montant de garantie par sinistre)

- Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : 4 500 000 €
- Immatériels purs ou non consécutifs : 1 500 000 €

*2) Responsabilité civile professionnelle Après Travaux*

Le titulaire doit être posséder, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant après les travaux, et pour un montant minimum de 3 000 000 € par année d'assurance.

*3) Justificatifs d'assurance*

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

## ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE

la (ou les) polices d'assurance de responsabilité décennale couvrira(ont) les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 – 1792-1 et 1792-2, ainsi que 1792-4-1 du code civil pour les ouvrages suivants : travaux de bâtiment et de génie civil faisant partie des obligations contractuelles du titulaire, que ces travaux relèvent ou non de l'assurance construction obligatoire imposée par la loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

Ces assurances devront être contractées auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances notoirement solvables.

Le titulaire s'engage à obtenir et à maintenir pour toute la durée du projet et de la responsabilité décennale, les garanties nécessaires et suffisantes pour assumer la totalité des risques liés à l'exécution des prestations objet du marché.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

les activités garanties par l'assurance décennale conformes aux travaux entrepris.

### 12.7.2 Dispositions diverses

- Absence ou insuffisance de garantie du titulaire :

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même, le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

- Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage :

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées à l'article *Assurance des travaux* ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement renoncent à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de ces polices.

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

- Sinistres :

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire et s'il y a lieu les membres du groupement ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

Le titulaire ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

## 13. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 53.3 du CCAG Travaux seront applicables.

## 14. Propriété intellectuelle

### 14.1 Régime des connaissances antérieures

Les dispositions des articles 46 et 47 du CCAG Travaux seront applicable au marché.

## 14.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 48 du CCAG Travaux :

- Dans le cadre du marché, le titulaire accorde au maître d'ouvrage, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations du marché.
- Pour permettre au maître d'ouvrage d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du marché.
- Le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

## 15. **Résiliation – Mesures coercitives**

Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

### 15.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 50.4 du CCAG Travaux, sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 50.4 du CCAG Travaux, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

### 15.2 Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En complément à l'article 50.3 du CCAG Travaux, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le membre du groupement dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis au sein de la candidature et des renseignements mentionnés aux articles D 8254-2 à 5 du code du travail fournis par le

titulaire ou l'un ou l'autre des membres du groupement dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

## 16. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

## 17. Différends et litiges

### 17.1 Règlement amiable des litiges – médiation

Conformément à l'article 55 du CCAG Travaux, il sera privilégié le recours à la médiation pour traiter des litiges.

A cette fin, l'entité adjudicatrice a installé une fonction de « médiateur interne » qui pourra être sollicité à l'adresse : mediateur@reunion.aeroport.fr.

Le médiateur intervient en cas de conflit. En toute indépendance et neutralité, il favorise le dialogue et aide à trouver les bons décideurs au sein de l'entreprise. Il facilite le règlement amiable des litiges.

### 17.2 Procédure contentieuse

Par dérogation aux dispositions des articles 12.4.2, 55.3.1 et 55.3.2 du CCAG TRAVAUX applicable aux marchés publics de travaux approuvés par l'arrêté du 30 mars 2021, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge judiciaire compétent (TGI de Saint Denis REUNION).

## 18. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé aux articles désignés ci-après du CCAG Travaux par les articles correspondant cités ci-après du CCAP :

- À l'article 4.1 par l'article *Pièces constitutives*
- Aux articles 9.4.2 et 9.4.4 par l'article *Variation des prix*
- À l'article 12.2.2 par l'article *Demande de paiement d'acomptes*
- À l'article 19 par l'article *Délai d'exécution des travaux*
- À l'article 19.1.1 par l'article *Pénalités – Dispositions générales*
- À l'article 19.2.1 par l'article *Pénalités de retard*
- À l'article 19.2.2 par l'article *Pénalités de retard*
- À l'article 19.2.3 par l'article *Pénalités de retard*
- À l'article 28.1 par l'article *Période de préparation – Programme d'exécution des travaux*
- À l'article 36.2 par l'article *Contrôle et suivi des déchets de chantier*
- À l'article 40 par l'article *Documents fournis après exécution*
- À l'article 50.3 par l'article *Résiliation pour faute du titulaire*

## **19. Annexes**

Annexe 1 : Obligations sûreté des entreprises

Annexe 2 : Charte environnementale de la SA ARRG